

**Nations unies - Conférence de
presse - Mission du Conseil de
sécurité en République
démocratique du Congo
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies
(New York, 07 octobre 2018)**

Co-président de la délégation du Conseil de sécurité des Nations Unies [François Delattre] :
Merci beaucoup à tous et notamment à nos amis journalistes d'être avec nous aujourd'hui. Je
voudrais d'abord exprimer à mon tour aux familles et aux proches des victimes du terrible
accident d'hier nos plus sincères condoléances et notre profonde sympathie.

En complément de ce que vient de dire l'Ambassadrice de Bolivie en tant que Présidente du
Conseil de sécurité, je souhaite dire quelques mots sur la mission du Conseil de sécurité que
nous concluons dans quelques heures au terme de trois jours à Kinshasa et que j'ai eu l'honneur
de conduire en partenariat avec elle et notre collègue de Guinée Equatoriale.

Cette mission revêt une importance particulière. Nous sommes en effet à un moment crucial
dans l'histoire de la République démocratique du Congo. Et le Conseil a souhaité, par cette
visite, s'informer d'abord bien sûr, écouter, mais aussi peser de tout son poids pour
accompagner la République démocratique du Congo sur le chemin de la paix, de la stabilité et
de la prospérité.

Il existe aujourd'hui, nous en sommes tous convaincus, une opportunité historique, avec les
élections du 23 décembre [2018] décidées par le Président Kabila, pour une première transition
démocratique et pacifique dans ce pays qui, elle-même, doit ouvrir la voie à la consolidation
de la stabilité en RDC et y créer les conditions propices à son développement.

Pour cela, pour saisir cette opportunité historique qui se présente à la République
démocratique du Congo, il est crucial que les élections du 23 décembre soient crédibles,
transparentes, et qu'elles se tiennent dans un climat apaisé.

Voilà défini en quelques mots l'objectif central de cette visite. Ma collègue bolivienne a
rappelé le fait que nous avons rencontré l'ensemble des principaux acteurs concernés, qu'elle a
cités. Je n'y reviens donc pas.

Ces entretiens de très grande qualité nous permettent de tirer quelques premiers
enseignements.

D'abord, un enseignement général : par-delà la grande diversité des interlocuteurs rencontrés, par-delà la diversité naturelle des opinions exprimées, nous avons senti, et je crois pouvoir le dire au nom de l'ensemble de mes collègues, une profonde aspiration commune à saisir l'opportunité historique que j'évoquais à l'instant.

Cette aspiration commune, par-delà encore une fois des désaccords qu'il ne s'agit pas de nier, est fondamentale et fait écho à l'objectif de cette mission et au message central du Conseil de sécurité tel que nous l'avons porté et que je viens de le rappeler.

Deuxième enseignement, en ce qui concerne la situation politique, le Conseil de sécurité a pu mieux mesurer d'abord l'ampleur des avancées qu'a connues la RDC depuis 15 ans, mais aussi depuis la dernière visite du Conseil dans ce pays, en novembre 2016. De nombreux progrès ont été effectués, ce qui constitue un important motif d'espoir. Le fait que les préparatifs des élections avancent selon le calendrier prévu est également un élément positif. Dans le même temps, cette visite nous a permis d'exprimer aussi l'importance d'effectuer des pas supplémentaires pour créer la confiance, créer les conditions d'un consensus le plus large possible sur l'organisation tant politique que technique des élections.

C'est dans cet esprit que nous avons évoqué, à plusieurs reprises et avec chacun des interlocuteurs rencontrés, la nécessité d'une mise en oeuvre effective, rapide et de bonne foi de l'Accord de la Saint-Sylvestre, comme tu [Représentante de la Bolivie] l'as dit, notamment les mesures dites de décrispation ainsi que le respect des droits fondamentaux parmi lesquels la liberté de manifester.

Et le fait que l'opposition ait été autorisée à se rassembler le 29 septembre [2018], le fait que ce rassemblement n'ait pas donné lieu à des incidents, est un exemple encourageant pour la suite, que les membres du Conseil de sécurité ont invité à élargir à l'ensemble du pays.

Dans le même esprit, nous avons indiqué que des progrès supplémentaires dans les préparatifs techniques ainsi qu'un dialogue avec toutes les parties pour, encore une fois, créer un consensus le plus large possible sur l'utilisation des machines à voter serait bienvenu pour renforcer la crédibilité du scrutin qui est notre objectif.

Dans ce contexte, la coopération des différentes parties prenantes au processus - autorité, CENI, opposition, société civile - est essentielle au bon déroulement des élections. C'est la raison pour laquelle nous avons souhaité rencontrer chacune de ces parties prenantes pour recueillir leur avis et rappeler aussi nos attentes envers elles, telles que rappelées par les différentes résolutions et déclarations du Conseil de sécurité.

Le respect des libertés fondamentales a été évoqué dans ce cadre comme un élément essentiel en soi et pour le succès des élections, afin de permettre l'expression des différentes sensibilités politiques et de contribuer, ce faisant, au bon déroulement du scrutin.

La lutte contre l'impunité a également été évoquée comme un élément crucial dans ce cadre, et

l'importance de la lutte contre les violences sexuelles a bien sûr été soulignée. Nous avons salué chaleureusement le prix Nobel de la paix décerné au Dr Mukwege. Ce prix Nobel est pour nous un formidable encouragement dans ce combat vital contre les violences sexuelles sous toutes leurs formes, qui est un combat de ce pays.

Enfin, troisième enseignement, alors que la situation sécuritaire reste difficile, on le sait, dans plusieurs parties du pays, nous avons, c'était l'un des objectifs importants de notre visite, exprimé notre plein appui à la MONUSCO. Je souhaite ici en notre nom à tous rendre hommage à l'action de la Représentante spéciale du Secrétaire général, Leila Zerrougui, et à l'ensemble des équipes et des forces de la MONUSCO pour leur remarquable travail dans un contexte dont nous mesurons toute la difficulté.

La MONUSCO, vous le savez, à deux missions essentielles : la protection des civils d'abord, et nous savons qu'il n'y aura pas de sécurité durable tant que les groupes armés illégaux sévissent dans la région et tant que les exactions contre les civils se poursuivront. C'est dire combien l'engagement des forces de sécurité congolaises est essentiel sur ces deux fronts. L'autre élément central du mandat de la MONUSCO, c'est la préparation justement des élections. Et là nous avons collectivement, nous les membres du Conseil de sécurité, réitéré la disponibilité de la MONUSCO à répondre à toute demande de soutien logistique à l'organisation des élections qui serait exprimée par la République démocratique du Congo.

Le Conseil de sécurité a pu faire le point enfin sur la crise d'Ebola à laquelle fait face ce pays. Une réponse médicale urgente est nécessaire et nous avons salué le travail remarquable du Gouvernement congolais avec l'appui de l'OMS, de la MONUSCO et des partenaires non gouvernementaux, travail qu'il est essentiel, naturellement, de poursuivre.

C'est dans cet esprit que nous appelons toutes les parties prenantes à garantir un accès sans entrave au personnel médical et humanitaire et que nous appelons, bien sûr, les groupes armés à cesser immédiatement les hostilités pour permettre aux travailleurs médicaux de venir au secours des populations éprouvées et d'empêcher ainsi la dissémination du virus. Voilà, un grand merci encore.

Question 1

Flavien Musans / Planète TV : Monsieur les ambassadeurs, le drame au Congo, c'est le problème de la machine à voter. Jusqu'à preuve du contraire, l'opposition et la société civile refusent l'utilisation de cette machine mais la CENI a déjà confirmé. Alors, qu'est-ce que la population congolaise peut espérer pour que vous puissiez apporter une solution à ce [problème] de machine à voter. Pour votre information, l'opposition appelle cela machine à "voter".

Question 2

Patient Ligodi/ Actualité.cd : Une seule question, c'est celle de savoir, qu'est-ce que vous ont dit les différents protagonistes notamment la CENI et le Président de la République en rapport

avec le financement des élections ? On sait qu'il y a un peu plus de 200 millions de dollars qui manquent pour justement organiser ces élections.

Question 3

Jeannot Mujanayi/ RTVS 1 : Le Gouvernement congolais refuse toute ingérence extérieure dans les affaires internes de la RDC. Qu'est-ce que les Congolais peuvent encore attendre des Nations Unies en termes d'appui au processus électoral ?

Question 4

Stanis Bujakera/ Reuters : Est-ce que vous avez discuté avec le Président de la République sur la question de la logistique, le financement et qu'est-ce qu'il vous a dit ?

Une autre question, cela veut dire quoi quand vous dites que le Conseil de sécurité va soutenir le processus électoral, pratiquement cela veut dire quoi ?

Question 5

N'kiere May/ Agence Congolaise de Presse : Messieurs les membres du Conseil de sécurité, vous avez certainement contacté les humanitaires et il semble que dans ce pays il y a une certaine ingérence au niveau des activités des humanitaires. Qu'est-ce que vous allez proposer pour résoudre certains problèmes que vivent les humanitaires ?

Réponses :

Co-présidente de la délégation du Conseil de sécurité des Nations Unies [Veronica Cordova Sopria] : De manière générale, je commencerai par dire que le Conseil de sécurité s'intéresse de très près à ce processus qui est en cours. Mais j'insiste sur le fait que nous respectons la souveraineté du peuple et des autorités du Congo. Nous pensons qu'il existe un espace suffisant pour dégager un consensus, pour régler les problèmes techniques et logistiques qui persistent dans le cadre de ce processus. Nous pensons qu'il existe un espace de dialogue, de compréhension, de consensus et nous savons quels sont les problèmes à résoudre. Etant donné que toutes les parties ont réaffirmé l'appui au processus en vue de la tenue des élections, nous sommes conscients et convaincus qu'il existe la volonté aujourd'hui de régler les problèmes en vue d'assurer la tenue des élections le 23 décembre comme prévu.

Co-président de la délégation du Conseil de sécurité des Nations Unies [Job Obiang Esono Mbengono] : Je souhaite répéter que le Conseil de sécurité n'est pas ici pour donner des leçons au gouvernement. Nous l'avons dit à maintes reprises, le Gouvernement peut régler, en tout cas essayer de régler les problèmes rencontrés.

Quelqu'un a posé une question sur les problèmes logistiques, la façon de les régler. Le Gouvernement nous a dit qu'il était prêt, des mesures ont été prises en vue de la tenue des élections, pour l'instant, nous n'avons aucune raison d'en douter.

Co-président de la délégation du Conseil de sécurité des Nations Unies [François Delattre] : Quelques points complémentaires de mon côté en réponse aux diverses questions qui ont été posées. D'abord, il ne m'appartient pas, il ne nous appartient pas de parler au nom des différentes personnalités que nous avons rencontrées, par respect élémentaire. C'est à elles, à ces personnalités bien sûr, qu'il appartient de communiquer comme elles l'entendent.

Donc, je ne peux pas vous dire ce que nous ont indiqué nos différents interlocuteurs par construction. Ce que je peux vous dire en revanche, outre l'aspiration commune positive que j'évoquais il y a quelques minutes, c'est que nous avons évoqué toutes les questions avec tous nos interlocuteurs, que nous n'avons rien laissé sous la table, dans la plus grande transparence, pour évoquer avec chacun et chacune l'ensemble des sujets.

Donc, pour être tout à fait clair, oui, la question de la machine à voter a naturellement été évoquée, elle a fait partie de notre menu très riche de thèmes. Et comme je l'ai indiqué nous avons rappelé, pour ce qui nous concerne, la position du Conseil de sécurité et appelé par le dialogue à trouver les voies d'un consensus le plus large possible permettant de créer les conditions d'élections réellement crédibles et transparentes se déroulant dans un climat apaisé.

En ce qui concerne la MONUSCO, nous avons réitéré - je crois que quasiment tous les membres du Conseil de sécurité se sont exprimés sur ce sujet - la disposition de la MONUSCO à répondre à toute demande de soutien logistique à l'organisation des élections qui serait exprimée par la République démocratique du Congo.

Nous l'avons fait avec l'ensemble des interlocuteurs, y compris vous vous en rappelez avec le Président de la CENI, et je crois que notre message a été bien reçu.

C'est le cas également, en réponse à votre question, pour la question de la situation humanitaire et de la situation des travailleurs humanitaires que j'ai brièvement mentionnée dans mon introduction. Cela a fait partie, bien sûr, du menu des discussions à notre ordre du jour avec nos différents interlocuteurs.

Parmi les différents messages que nous avons passés à ce sujet, nous avons évoqué la difficulté ou les difficultés que soulève la fermeture des camps de réfugiés et de déplacés, la nécessité de trouver à cette situation des réponses appropriées. Et donc, un dialogue s'est engagé aussi sur ce sujet.

Encore une fois, aucun thème n'a été laissé de côté, c'était tout l'objet de notre visite. Aucun sujet n'a été ignoré. Nous avons tout mis sur la table dans le meilleur esprit pour encore une fois aider, accompagner la RDC sur le chemin d'élections crédibles et transparentes et, au-delà, pour encourager ce faisant à créer les conditions d'une dynamique vertueuse, politique, économique, sociale dans ce pays./.

